

Terra nostra

Bulletin d'échanges sur les mécanismes de contrôle citoyens appliqués à la gouvernance locale et aux industries extractives

Formation francophone sur les mécanismes CCAP, Saly, octobre 2010

L'atelier francophone de formation sur les mécanismes de CCAP appliqués à la gouvernance locale et aux industries extractives s'inscrit dans le cadre des activités de promotion d'une gouvernance participative et efficiente d'IED Afrique. En effet, plusieurs initiatives sont en cours mais restent relativement isolées empêchant la création d'une masse critique significative.

C'est pour répondre à ce défi, que IED Afrique et le réseau ANSA-Africa ont lancé un nouveau partenariat afin de promouvoir les activités du réseau en Afrique francophone à travers,

(1) l'appui à la mise en place d'initiatives de gouvernance pour l'amélioration de la performance de l'offre de services publics adaptés à la demande communautaire, (2) la fourniture d'une assistance technique aux différents pays pour que la qualité des initiatives de CCAP soit notablement augmentée ; grâce notamment à des programmes de formation sur des outils et des techniques spécifiques; la mise en œuvre et l'évaluation d'initiatives de CCAP de qualité, et (3) le partage, au niveau régional en matière de bonne gouvernance ; y compris les résultats de recherche et d'expérimentation méthodologique visant à développer ou à améliorer des outils.



Un groupe diversifié

L'organisation du présent atelier régional de formation entre dans le cadre de ce partenariat. Il réunit une trentaine de participants venus de 9 pays francophones : Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, RDC, Togo. Les participants sont issus de divers horizons : Etat et collectivités locales, secteur privé, organisations de la société civile et

des projets de développement local travaillant prioritairement sur les questions de gouvernance locale, de décentralisation ou dans le domaine relatif à l'évaluation de la qualité dans la fourniture des services publics.

L'accent est mis sur 3 mécanismes CCAP à savoir le Budget Participatif, le Budget Sensible au Genre et la Fiche d'Evaluation par la Communauté. L'atelier s'inscrit dans une perspective d'apprentissage collectif et de capitalisation des expériences. Aussi, s'appuie-t-il essentiellement sur les expériences pratiques des participants avec des inputs méthodologiques permettant de les renforcer.

Session introductive sur le concept de CCAP : Entre mots qui fâchent et citoyenneté en exercice

La première session du lundi 11 a porté sur la définition du contrôle citoyen de l'action publique. Tous les participants se sont accordés sur l'importance de ces mécanismes de reddition des comptes. Cela concerne tous les acteurs les élus locaux et nationaux, les employeurs privés, et les fournisseurs de services publics. Cela implique que ces acteurs répon-

dent de leurs politiques, de leurs actions et de l'utilisation des ressources. Ce principe de recevabilité et d'interpellation a été considéré comme une expression majeure de la démocratie. Cela participe à l'amélioration des orientations, des décisions et de la mise en œuvre des actions sociales. En principe chaque acteur devrait y trouver son compte : le citoyen,

l'élus, le fonctionnaire, l'entrepreneur, etc...

Pourtant la terminologie du CCAP pose parfois problème et peut être jugée extrême créant une appréhension dans les relations entre acteurs. Ainsi, les mots contrôle, audit, interpellation, jury, peuvent créer des préjugés défavorables surtout de la part

des élus qui sont souvent réticents. Cela pose également de façon plus générale la problématique des démocraties représentative et participative. Les capacités des citoyens à conduire des exercices de CCAP a également été un sujet de discussions.

Visions du CCAP: définitions de participants



Le CCAP peut être structuré en trois dimensions :

L'information : le citoyen est informé sur ces droits et devoirs et l'élu également est au fait des ses devoirs et responsabilité

La participation : Le citoyen participe au processus de prise de décision et aide les élus (par exemple dans le recouvrement des impôts et taxes). De leur côté les élus collaborent avec les populations dans la gestion globale et s'assurent que les populations participent à toutes les étapes.

La réceptivité/voix : les citoyens expriment leurs avis dans la modalité de gestion globale/ Les processus dynamiques sont identifiés pour la prise en compte des préoccupations des citoyens.

Marlyatou Bah
Guinée Conakry



Le CCAP est un ensemble de mesure d'investigation menées par des parties prenantes pour exiger de l'Etat des comptes par rapport à ses actions et ce, en vue d'une meilleure implication et pour plus de transparence.

Papa Amadou Ba
Mauritanie



Le processus de SEP est-il légal ? L'on peut se poser cette question quand on pense à des outils tels que les audits sociaux. Le problème de compétence au sens juridique du terme se pose. En effet, l'audit est une opération à postériori qui consiste à vérifier le respect ou à contrôler l'application effective de lois, normes ou règlement.

Et si cette fonction n'était pas reconnue à des simples citoyens ou communautés par la législation nationale ? L'action première ne consisterait-elle pas à s'assurer que le processus est légal. Si non combler le vide juridique ne serait pas superflu.

Boubacar Macalou
Mali

Trois questions émergentes

Qui est responsable pour impulser la participation ?

C'est un processus ou quelque soit l'initiateur, il s'agit de donner au fur et à mesure un espace de réflexion, de proposition et de suivi aux autres acteurs. L'essentiel est qu'il y ait une réelle conviction et une volonté. Ceci dit l'origine de l'initiative et les motivations vont avoir une influence sur l'ensemble du processus.

Quelle place pour la communication dans un processus de suivi évaluation participatif ?

La communication a une place central puisqu'il s'agit de reposer les relations de partage de l'information entre les administrateurs publics et les citoyens. Un processus de SEP et plus globalement de CCAP requiert l'utilisation optimale ou la mise en place de mécanismes de communication. Le SEP est un système d'informations pour une prise de décision concertée.

Quelle pouvoir d'influence des communautés sur la prise de décision ?

Nécessité d'un travail en amont de la prise de décision. La mise en place d'un système SEP suppose un accord préalable sur l'influence que le travail collectif aura sur la définition d'actions de changements prioritaires. Les décisions finales qui sont prises doivent traduire la prise en compte des résultats du processus de formulation participatif.

Terra Nostra revient!

Lancé lors de l'atelier sous régional transparence et responsabilité sociale dans la gouvernance des ressources naturelles en Afrique francophone, qui s'est tenu, du 1er au 3 juin 2010, au Sénégal, Terra Nostra revient!

L'objectif est de partager les temps fort de l'atelier de formation sur les mécanismes de CCAP appliqués à la gouvernance locale et aux industries extractives.

Le suivi évaluation participatif: éléments déterminants



Pour qualifier un mécanisme de suivi évaluation, de processus participatif, il faut pouvoir répondre à un certain nombre de questions formelles. La première c'est : qui par-

ticipe ? Cela pose la nécessité d'une analyse des acteurs. Est-ce que tous les groupes d'intérêts sont représentés, y compris les groupes vulnérables. Cela renvoie au principe d'inclusion.

La deuxième question porte sur la qualité de la participation. Les acteurs sont-ils présents tous au long du processus ? Les dispositions sont-elles prises pour assurer l'expression des voix de tous les acteurs ? Ces positions parfois divergentes sont-elles prises en compte ?.

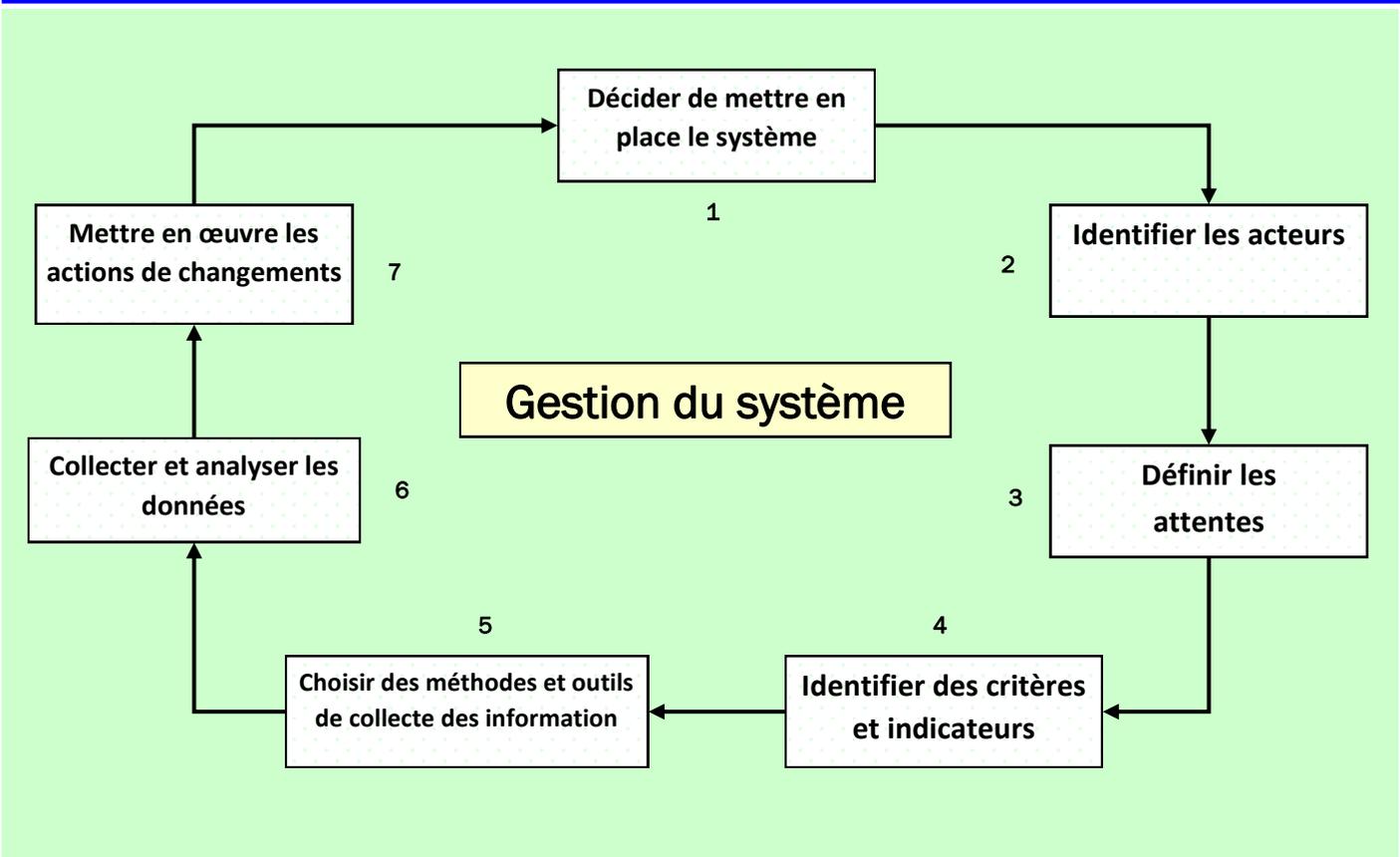
La troisième question est relative à la capacité à influencer les décisions. Pour tout au moins aspirer à la bonne participation des acteurs il faut s'assurer de la contribution de ces derniers dans la prise de décision et voir si la voix de tout le monde passe.

Enfin, il faut dire que la dimension participation est un idéal en perpétuel construction. Elle n'est pas à atteindre dans l'absolue mais on peut néanmoins s'en approcher pour favoriser l'inclusion, renforcer l'équité et la

responsabilisation dans le processus de développement.



Schématisation des étapes du suivi évaluation participatif



Enjeux du SEP appliqué aux ressources extractives, au services publics et à la gestion des ressources naturelles



ENJEUX POUR LES RESSOURCES EXTRACTIVES

Dans le contexte actuel, le premier enjeu identifié réside dans la nécessité d'exploiter les ressources minières tout en garantissant un développement durable ; dans la même logique l'extraction minière peut affecter la santé d'où la nécessité de suivre l'impact de l'exploitation extractive sur la santé des populations. Par ailleurs l'exploitation minière

est assimilée à l'utilisation de produits chimiques donc il faut pouvoir interpeller les gouvernements sur les effets de l'utilisation abusive des produits chimiques. Les industries extractives signent souvent des cahiers de charges et prennent des engagements vis-à-vis des populations et des collectivités locales mais avec le faible niveau noté au niveau des CL l'enjeu majeur est de les amener à avoir une bonne lecture des contrats miniers et de suivre la mise en œuvre des cahiers de charges. Un enjeu très important est d'interpeller les industries extractives sur leur responsabilité sociétale. Enfin l'enjeu d'une redistribution

juste et équitable des revenus issus de l'exploitation des RE se pose.

ENJEUX POUR LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Les enjeux du SEP relatifs à la GRN ont été organisés en quatre niveaux :

1. L'accès aux ressources naturelles pose les défis suivants :

- Affectation équitable des terres

- Connaissance des textes

- Gestion des conflits

2. L'exploitation des ressources naturelles

- Gestion rationnelle de l'environnement

- Valorisation des espèces

- Atténuation des impacts négatifs

3. La conservation et restauration des ressources naturelles

- Préservation du potentiel productif

- Gestion consensuelle des ressources naturelles

4. Le contrôle

- Application participative des taxes entre acteurs (Populations ; Collectivités locales ; Etat ; privés)

- Action de plaidoyer, lobbying)

- Renforcement des capacités

- Planification exécution suivi évaluation

- Gestion transparente

ENJEUX POUR LES SERVICES PUBLICS

Beaucoup de défis sont notés dans la fourniture et l'accès aux services publics. Dans le contexte du processus de la décentralisation les enjeux s'articulent sur l'utilisation des fonds de dotation de l'éducation, la mobilisation des ressources, la transparence dans la gestion des ressources. Mais au-delà des ressources financières, il y'a les ressources humaines sur lesquelles il faut veiller à leur qualité mais en outre la participation des populations dans la conduite et/ou l'évaluation des services publics reste un enjeu déterminant. Par ailleurs la qualité des infrastructures et des services ainsi que l'accès aux services publics demeure des enjeux importants dans le contexte actuel.

Histoires de femmes

Consultation Nocturne

Il nous est arrivé d'organiser des concertations avec les populations, au Niger. Il n'y avait presque que des hommes. A l'étape de la validation des décisions, les participants ont demandé une suspension des travaux jusqu'au lendemain. Une petite enquête informelle a révélé qu'il voulait se donner une nuit de concertation avec les femmes, absentes du forum, avant de s'engager. La consultation des épouses, était pour les chefs de ménage un passage obligé.

Assoumane H. Karanta,
Niger

Un espace pour chacun

Pour une meilleure implication des femmes dans la commune de Dapélogo, au Burkina Faso, après avoir constaté la faiblesse du niveau d'implication des femmes. Le maire a décidé de séparer les hommes des femmes lors des foras villageois. Les femmes se sont beaucoup plus et mieux exprimés dans leur espace dédié. Les points recensés ont ensuite été restitués dans une assemblée villageoise qui a suscité beaucoup plus d'enthousiasme que les rencontres antérieures : un petit aménagement pour une plus grande liberté de participation !

Marc Zoungrana,
Burkina Faso



Sourires...

Le maître demande aux élèves de dessiner un mouton et une boîte. Tous s'exécutent sauf le petit Macalou qui dessine une énorme boîte. Mais où est le mouton s'étonne le maître ? Dans la boîte Monsieur répond l'élève !!!!

Mouhamed Drabo, Burkina Faso